

2

L'Aide pour le commerce dans le contexte de la crise de la COVID-19 et du relèvement après celle-ci

Le présent chapitre donne une vue d'ensemble de l'évolution des flux d'Aide pour le commerce dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19. Il passe en revue les grandes tendances qui ont influé sur la situation du commerce et de l'investissement et leurs répercussions pour les flux d'Aide pour le commerce. Enfin, il analyse le rôle de l'Aide pour le commerce à l'appui d'une reprise économique mondiale équitable.

2.1. Au sortir de la crise de la COVID-19, l'économie mondiale se dirige vers une reprise fragile et inégale

La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences humaines et économiques importantes, et fondamentalement changé la donne pour le commerce et l'investissement, en raison de fluctuations majeures des flux transfrontières et de perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales. Le commerce et l'investissement ont cependant conservé un rôle décisif en permettant l'accès aux vaccins et en soutenant la reprise économique. Début 2022, cependant, la guerre de la Russie contre l'Ukraine a déclenché une crise humanitaire majeure et créé un choc supplémentaire pour les chaînes d'approvisionnement, ce qui a assombri les perspectives économiques et créé de graves risques pour la sécurité alimentaire des pays en développement (OCDE, 2022) (OECD, 2022^[1]). Pour aider à la reprise et pour atténuer et contenir les effets des crises successives, le commerce et l'investissement doivent rester ouverts. Cependant, tous les pays n'ont pas la capacité d'absorber ces chocs et de rebondir, et certains ont besoin d'aide pour saisir les débouchés indispensables à la reprise économique que permettent le commerce et l'investissement.

2.1.1. Les conséquences de la crise de la COVID-19

La période considérée a été marquée par la crise de la pandémie de COVID-19, qui a plongé l'économie mondiale dans sa plus grave récession depuis près d'un siècle. Le produit intérieur brut (PIB) mondial a diminué de 3,3% en 2020, après avoir crû de 2,6% en 2019 et de 3,3% en 2018 (Banque mondiale, 2022) (World Bank, 2022^[2]). Les conséquences ont été graves dans les pays en développement (à l'exclusion de la Chine), la baisse du PIB atteignant 4,5% dans les pays admis au bénéfice de l'aide publique au développement (APD)¹ (FMI, 2022). (IMF, 2022^[3])

En raison de la crise, les progrès vers les objectifs de développement durable (ODD) ont marqué le pas, ou ont été annulés dans certains cas. En 2021, l'OCDE a estimé que le déficit de financement des ODD avait augmenté d'au moins 50%, totalisant 3 700 milliards d'USD en 2020 (OCDE, 2020) (OECD, 2020^[4]). L'extrême pauvreté a augmenté en 2020, pour la première fois depuis 20 ans (Banque mondiale, 2020^[5]). (World Bank, 2020^[5]). Si un recul de l'extrême pauvreté était attendu en 2021 d'après les projections, le niveau de pauvreté restera plus élevé qu'on ne l'avait envisagé avant la pandémie, ce qui se soldera par près de 100 millions de personnes supplémentaires vivant avec moins de 1,90 USD par jour (Gerszon Mahler *et al.*, 2021) (Gerszon Mahler *et al.*, 2021^[6]). La crise déclenchée par la guerre en Ukraine pourrait ajouter encore 40 millions de personnes à ce bilan (CGDEV, 2022) (CGDEV, 2022^[7]).

Si les signes d'une reprise rapide se sont manifestés en 2021 dans nombre de régions, la guerre en Ukraine a déclenché, début 2022, une crise humanitaire majeure et un choc économique de portée mondiale. La croissance du PIB mondial a diminué de plus de moitié au premier trimestre 2022 (OCDE, 2022^[1]) (OECD, 2022^[1]), et son taux devrait ralentir d'environ 6,1% en 2021 à environ 3,6% en 2022 et en 2023, chiffres inférieurs de 0,8 et de 0,2 point de pourcentage, respectivement, pour 2022 et 2023, par rapport aux prévisions antérieures (FMI, 2022) (IMF, 2022^[3]). L'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires et la hausse rapide de l'inflation se sont soldées par de nouvelles difficultés et de graves risques de sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu (OCDE, 2022) (OECD, 2022^[1]).

Les crises successives ont creusé les inégalités dans et entre les pays, et la reprise ne devrait pas s'opérer au même rythme dans tous les pays. En 2021, la croissance du PIB réel des pays les moins avancés (PMA) et des autres pays à faible revenu s'est établie à 0,7% en moyenne, taux nettement inférieur à la moyenne mondiale (6%). Avant la guerre en Ukraine, la menace de nouveaux variants de la COVID-19, conjuguée à une hausse de l'inflation, de la dette et des inégalités de revenu, accroissait déjà le risque d'un "atterrissage brutal" des pays en développement (Banque mondiale, 2022) (World Bank, 2022^[8]). Les conséquences de la guerre aggravent ces risques, et la divergence qui s'est faite jour entre pays développés et pays en développement en 2021 devrait persister. La révision à la baisse des prévisions de

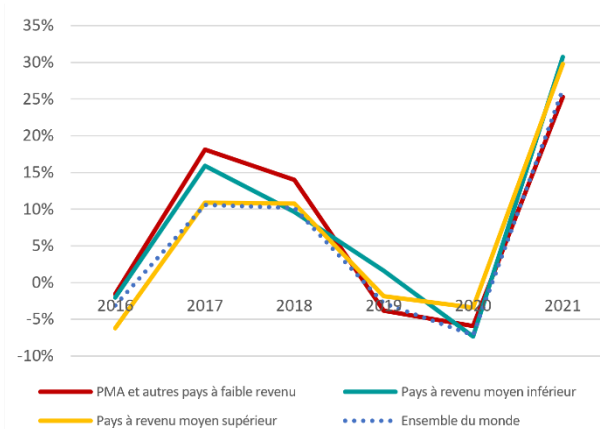
croissance pour les années suivantes est plus prononcée s'agissant des pays en développement, dans un contexte où un recul de la production est attendu et où une reprise plus lente est probable (Gourinchas, 2022) (Gourinchas, 2022^[9]).

2.1.2. Le rôle des échanges et des investissements internationaux dans la reprise

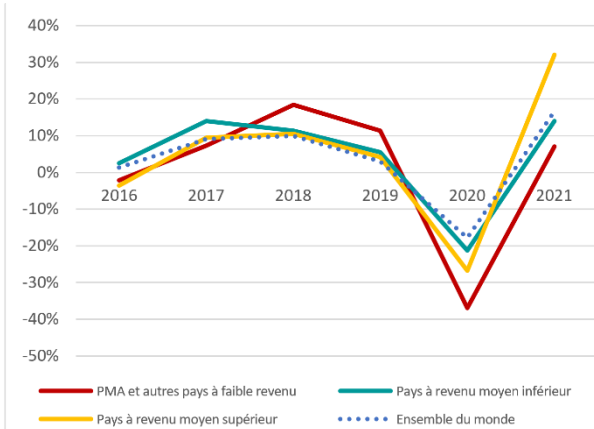
La crise de la COVID-19 a eu des effets profonds sur la situation du commerce et de l'investissement. Le commerce mondial a diminué de 10% en valeur entre 2019 et 2020. La baisse a été plus forte pour le commerce des services (-18%) que celui des marchandises (-7%), en raison des graves répercussions de la crise pour des secteurs comme les voyages (-63%) et les transports (-18%) en 2020.² Les pays ont subi celles-ci à des degrés divers, selon leur exposition aux secteurs touchés par la crise, leur dépendance à l'égard des intrants intermédiaires fournis par les pôles de production manufacturière qui se sont retrouvés à l'arrêt, et le degré de concentration aux différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[10]). Si dans les pays admis au bénéfice de l'APD, la chute du commerce de marchandises a été plus ou moins équivalente à la moyenne mondiale, la baisse de leur commerce des services a été plus importante, ce qui s'explique en partie par la prédominance de secteurs comme le tourisme et l'hôtellerie dans certains d'entre eux (Figure 2.1).

Figure 2.1. Croissance du commerce de marchandises et du commerce de services par catégorie de pays, 2016-2020

Croissance du commerce de marchandises par catégorie de pays (%)



Croissance du commerce de services par catégorie de pays (%)



Note: D'après le classement de l'OCDE relatif aux flux d'APD déclarés en 2020.

Source: D'après les données de l'OMC disponibles à l'adresse <https://stats.wto.org/>.

Au cours de l'année 2020, le commerce international a subi des tensions multiples en raison du changement abrupt des caractéristiques de l'offre et de la demande de biens et de services. Les mesures de confinement imposées par les gouvernements, le bouclage des frontières, les restrictions de voyage et l'augmentation de la demande de certains produits ont eu des conséquences brutales pour la chaîne d'approvisionnement, qui se sont soldées des pénuries temporaires et des restrictions à l'exportation. Le débat de politique générale sur la question de savoir si les avantages de la spécialisation internationale dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) l'emportent sur les risques découlant de la transmission des chocs a pris de l'ampleur au lendemain de l'apparition de la pandémie de COVID-19 et du choc qui s'en est suivi pour les chaînes d'approvisionnement. Ce débat a confirmé que la coopération internationale est nécessaire et que les gouvernements et les entreprises doivent conjuguer leurs efforts pour améliorer la

préparation aux risques et la résilience des chaînes d'approvisionnement et des économies (voir encadré 2.1) (OCDE, 2020) (OCDE, 2021) (see Encadré 2.1) (OECD, 2020_[11]) (OECD, 2021_[10]).

Encadré 2.1. Quatre clefs pour des chaînes d'approvisionnement résilientes: Outils de politique générale axés sur la préparation et la réactivité

Les "Quatre clefs pour des chaînes d'approvisionnement résilientes" définies par l'OCDE constituent un moyen d'approfondir les connaissances communes, de définir les options de politique générale et d'améliorer la communication sur l'importance de l'ouverture des marchés en période de pandémie. Les quatre clefs étudient les options de politique générale permettant aux gouvernements:

- **D'anticiper les risques:** Il est fondamental d'anticiper les chocs et d'en comprendre la nature pour obtenir un diagnostic précis du problème. Les décideurs sont ainsi en mesure de déterminer les politiques appropriées et d'indiquer les dispositions à prendre pour se préparer aux chocs futurs.
- **De réduire l'exposition aux risques:** L'investissement dans les infrastructures, la facilitation du commerce numérique, la gestion efficace des marchés publics et la souplesse réglementaire peuvent favoriser la résilience des chaînes d'approvisionnement tout en contribuant à la productivité et à la compétitivité.
- **De renforcer la confiance:** La coopération public-privé renforce la confiance dans la capacité des chaînes d'approvisionnement mondiales de livrer les produits et les services nécessaires en temps voulu et dans les bonnes quantités. Cette approche recouvre des stratégies de gestion des risques au niveau des entreprises, des plans d'action public-privé, des tests de résistance des chaînes d'approvisionnement et une gouvernance stratégique au niveau national.
- **D'ouvrir les marchés:** Si les gouvernements disposent d'une capacité d'action au niveau national, la coopération internationale est une nécessité si l'on veut disposer de chaînes d'approvisionnement mondiales résilientes; cette coopération peut passer par des accords multilatéraux, plurilatéraux et bilatéraux, de même que par des formes plus souples de coordination des politiques et des évaluations mutuelles. La transparence est fondamentale pour aider les gouvernements à gérer des crises qui évoluent rapidement. Elle suppose de mettre en commun les données d'expérience, de garantir la confiance dans l'offre et dans les marchés mondiaux, et d'aider à éviter des options préjudiciables comme les achats de panique ou l'accaparement. En abaissant les obstacles au commerce et à l'investissement pour les produits essentiels, ainsi que leurs principaux intrants, il est possible d'optimiser les possibilités d'approvisionnement et l'accès aux produits de tous les pays. Les gouvernements jouent aussi un rôle fondamental dans le cadre des mesures de facilitation du commerce, qui permettent aux marchandises de franchir rapidement les frontières.

Source: OCDE (2021_[12]), Keys to resilient supply chains, <https://www.oecd.org/trade/resilient-supply-chains>

Néanmoins, les chaînes d'approvisionnement mondiales, dans l'ensemble, se sont révélées adaptables et résilientes; elles ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre la pandémie et l'aide à la reprise économique. Les marchés internationaux et les chaînes d'approvisionnement mondiales ont aidé les pays à se procurer les produits nécessaires face à la pandémie, dont les masques, les vaccins contre la COVID-19 ou les kits de dépistage; offert un moyen d'atténuer les blocages temporaires du côté de l'offre; et permis d'accéder aux principaux éléments nécessaires pour accélérer la production et répondre à une demande croissante (OCDE, 2022) (OECD, 2022_[13]). Début 2021, le rebond du commerce de

marchandises a joué un rôle important dans la reprise économique, profitant aux pays ayant une forte présence dans les chaînes d'approvisionnement, notamment dans des secteurs comme les produits pharmaceutiques, les fournitures médicales et le matériel informatique (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[14]). En 2021, les exportations de marchandises ont augmenté de 26%, dépassant les niveaux d'avant la pandémie. Les exportations de services ont augmenté de 17%, mais sont restées inférieures à leur niveau de 2018.

La reprise présente toutefois d'importantes disparités. En 2021, la croissance du commerce des services des pays en développement est restée en général inférieure à la moyenne mondiale. Les acquis durement obtenus en matière d'intégration des pays en développement dans le commerce mondial ont marqué le pas ou ont été perdus. La part des PMA dans les exportations mondiales, qui avait augmenté chaque année de 2015 à 2018 (de 0,88% à 0,98%), a diminué pour la première fois en cinq ans, passant à 0,96% en 2020 et à 0,94% en 2021.

L'investissement étranger direct (IED) a aussi été fortement touché par la pandémie, son montant atteignant 848 milliards d'USD en 2020, en baisse de 38% par rapport à l'année précédente (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[15]). Cependant, il a crû de 64% en 2021 pour atteindre près de 1 600 milliards d'USD, dépassant son niveau d'avant la pandémie. Cette croissance a été tirée par les pays avancés, où les entrées d'IED ont plus que doublé en 2021, les pays en développement enregistrant eux aussi une croissance forte mais inférieure (+30%) (CNUCED, 2022) (UNCTAD, 2022^[16]). En outre, les investissements de création sont restés fragiles, en particulier dans les pays en développement (OCDE, 2022) (OECD, 2022^[17]).

L'élan de croissance de l'IED est menacé par la guerre en Ukraine qui assombrit les perspectives pour 2022. La guerre amplifie aussi les débats au sujet de la vulnérabilité des économies face aux chocs majeurs et des solutions possibles pour favoriser la résilience, surtout dans les pays à faible revenu, en cas de perturbation de chaînes d'approvisionnement majeures. L'IED devrait diminuer de 23% dans les pays en développement (Institut de finance internationale, 2022) (Institute of International Finance, 2022^[18]). Le bouleversement des exportations agricoles de la Russie et de l'Ukraine, qui ont représenté ensemble 24% des exportations mondiales de blé, 57% des exportations d'huile de tournesol et 14% des exportations de maïs en 2016-2020, fragilise les chaînes d'approvisionnement mondiales du secteur alimentaire, fait augmenter les prix des produits alimentaires et crée un risque de crise alimentaire mondiale (Bankova, Dutta et Ovaska, 2022) (Bankova, Dutta and Ovaska, 2022^[19]). Des tensions analogues sont observées pour les prix de l'énergie, ce qui a aussi des conséquences pour le coût de la vie, les coûts de production et les coûts du commerce.

2.2. La contribution de l'Aide pour le commerce à la lutte contre la crise et à l'amélioration de la résilience économique

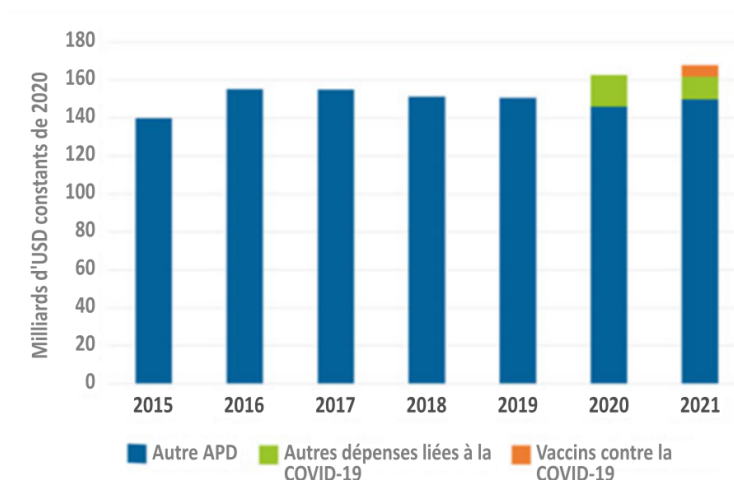
La coopération pour le développement a été déterminante pour contenir et atténuer les effets de la crise de la COVID-19, y compris en aidant à approvisionner en vaccins les pays qui en avaient besoin. La place centrale du commerce international tout au long de la crise, en particulier comme moteur de la reprise économique, a donné une importance renouvelée à l'Aide pour le commerce. Pour assurer l'aide au développement, il a fallu cependant opérer des choix difficiles et veiller à la continuité des projets dans un contexte marqué par l'incertitude, la rareté des ressources, et l'application de mesures de confinement et de distanciation physique. Si l'Aide pour le commerce a constitué une source stable et prévisible d'aide extérieure et de financement pour les pays en développement, la crise a aussi imposé plusieurs ajustements dans l'exécution des projets.

2.2.1. Le rôle anticyclique de l'Aide pour le commerce

L'aide publique au développement (APD) est une source importante de financement extérieur pour les pays en développement. Les flux financiers au titre de l'APD se sont révélés stables, exerçant un rôle anticyclique important et complétant des ressources extérieures plus importantes mais plus instables comme l'IED. De tout temps, l'APD a constitué la source de financement extérieur la plus stable et la plus prévisible pour les pays en développement (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[20]). Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les donateurs ont largement reconnu l'importance de la coopération pour le développement face à la crise. En avril 2020, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont publié une déclaration réaffirmant l'importance de l'APD comme moyen d'étayer les réponses nationales face à la pandémie de COVID-19 dans l'optique du développement durable et de ses cinq composantes: populations, paix, planète, prospérité et partenariats (OCDE, 2020) (OECD, 2020^[21]).

Il ressort des dernières données en date sur l'APD que cet engagement a été concrétisé par des dépenses réelles. En 2020, les dépenses liées à la COVID-19 ont contribué à porter l'APD des membres du Comité d'aide au développement (CAD) à 161,2 milliards d'USD, son plus haut niveau enregistré à ce jour.³ Environ 10% de ce montant ont été alloués à des activités en rapport avec la COVID-19⁴ (Figure 2.2) (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[22]). D'après les données préliminaires pour 2021, cette tendance s'est poursuivie, l'APD des membres du CAD atteignant un niveau record de 178,9 milliards d'USD, soit 4,4% d'augmentation par rapport à 2020. Cette augmentation s'explique principalement par l'appui des membres du CAD aux activités liées à la COVID-19, en particulier sous la forme de dons de vaccins pour répondre aux inégalités vaccinales dans le monde (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[23]).

Figure 2.2. Incidence de l'assistance au titre de la COVID-19 sur l'aide extérieure en 2021



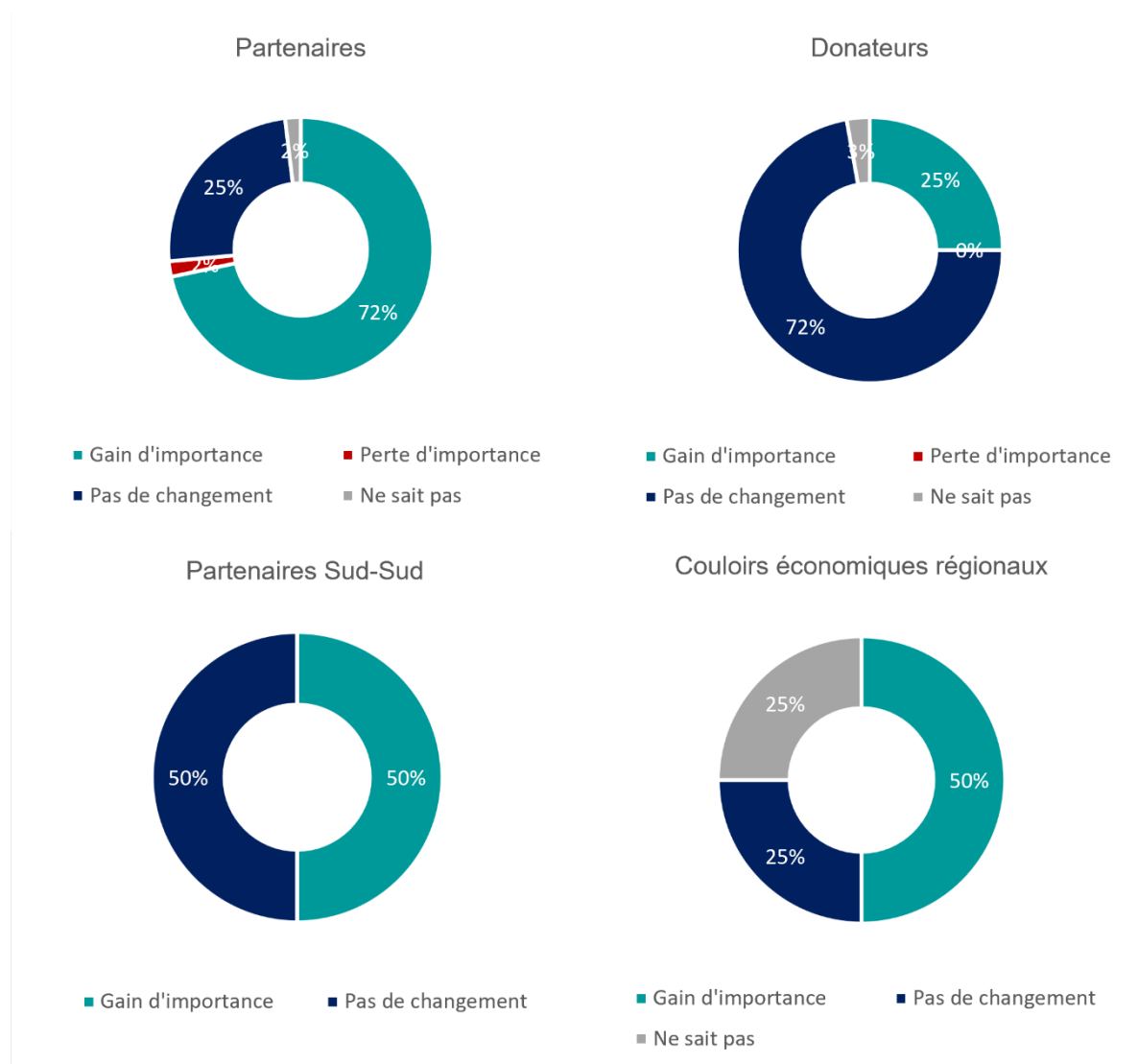
Note: APD fournie par les membres du CAD de l'OCDE

Source: OCDE (2022^[24]), Le soutien apporté aux pays en développement lors de la crise de la COVID-19 a tiré l'aide extérieure vers le haut en 2021 – OCDE, <https://www.oecd.org/fr/presse/le-soutien-apporte-aux-pays-en-developpement-lors-de-la-crise-du-covid-19-a-tire-l-aide-exterieure-vers-le-haut-en-2021-oecd.htm>.

Les ressources d'aide affectées à l'APD pour répondre aux besoins les plus urgents liés à la crise de la COVID-19, dont la livraison de vaccins, n'ont pas diminué l'importance de l'Aide pour le commerce. Cet élément est cohérent avec le fait que le commerce international a occupé une place centrale pendant cette période. Lors de l'activité de suivi et d'évaluation de 2022, il est ressorti des réponses à l'enquête conjointe OCDE/OMC que les partenaires et les donateurs considèrent généralement l'Aide pour le commerce comme étant plus importante, ou au moins aussi importante qu'avant la pandémie (Figure 2.3).

Au nombre des raisons pour lesquelles l'Aide pour le commerce a été jugée prioritaire par les partenaires pendant cette période, on mentionnera la nécessité de traiter les conséquences économiques préjudiciables de la pandémie de COVID-19, de soutenir la croissance économique, de s'adapter à l'évolution de l'environnement commercial mondial, et de résister à des chocs futurs comme les changements climatiques. Les donateurs ont souligné la nécessité de soutenir les objectifs visant à "construire un avenir meilleur", de développer les industries et de veiller à ce que les pays en développement puissent participer au système commercial multilatéral et en tirer parti (OMC, 2022) (WTO, 2022^[25]).

Figure 2.3. L'Aide pour le commerce a-t-elle gagné ou perdu en importance dans vos politiques de développement?



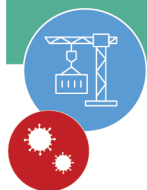
Note: D'après l'enquête conjointe OCDE/OMC de suivi et d'évaluation, dont 53 réponses de partenaires; 36 réponses de donateurs; 2 réponses de partenaires Sud-Sud; et 4 réponses des couloirs économiques régionaux.

L'importance accordée à l'Aide pour le commerce pendant la crise de la COVID-19 se mesure à l'évolution des flux de cette aide. En analysant les engagements, on peut obtenir une indication des intentions des donateurs et de la suite concrète donnée aux engagements politiques (encadré 2.2). En 2020, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont augmenté de 18%, ce qui a porté ces engagements au niveau record de 64,6 milliards d'USD (Figure 2.4). Ce montant représente environ 26% du total des engagements d'APD en 2020.

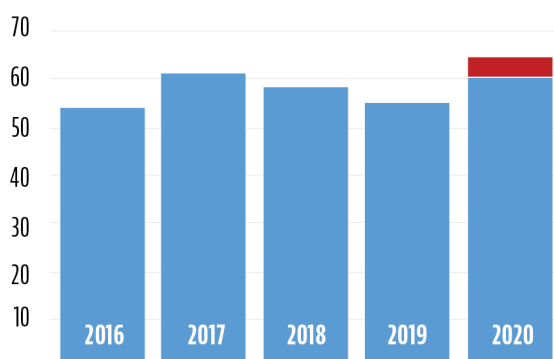
Outre les projets réguliers d'aide liée au commerce et au développement économique, un certain nombre de nouveaux projets d'Aide pour le commerce ont été engagés spécifiquement pour répondre aux difficultés liées à la COVID-19. En 2020, 7% des engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont été consacrés à des activités liées à la COVID-19, part proche de celle de l'APD ayant ciblé ce type d'activités. Ce soutien a été attribué en grande partie au secteur des services bancaires et financiers (2 milliards d'USD), suivi de la production et de l'approvisionnement énergétiques (757 millions d'USD) et de l'agriculture (730 millions d'USD) (infographie 2.1).

Infographie 2.1. Engagements au titre de l'Aide pour le commerce et part dans le total des engagements d'aide publique au développement

ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE, Y COMPRIS LIÉS À LA COVID-19, 2016-2020



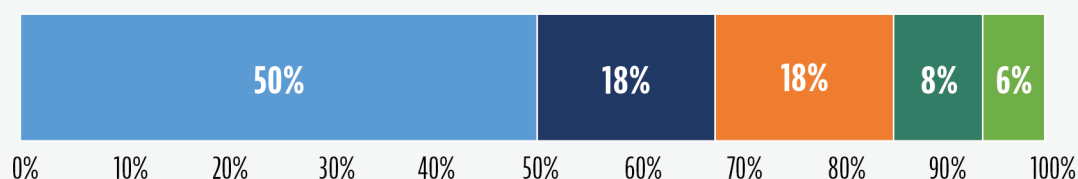
Engagements au titre de l'Aide pour le commerce, 2016-2020



Aide pour le commerce liée à la COVID-19 ●
Aide pour le commerce ●



Engagements liés à la COVID-19, par secteur, 2020



● Services bancaires et financiers
● Énergie
● Agriculture, foresterie et pêche
● Industrie, Extraction minière
● Autres



Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

Les versements au titre de l'Aide pour le commerce, qui mesurent les dépenses effectives réalisées chaque année à ce titre, n'ont cessé d'augmenter depuis 2016, pour atteindre 48,7 milliards d'USD en 2020, niveau le plus élevé jamais atteint. Depuis la création de l'initiative d'Aide pour le commerce en 2006, un montant total de 556,4 milliards d'USD a été versé par les donateurs (Figure 2.4). Cela correspond à une croissance moyenne d'environ 6% par an entre 2006 et 2020.

Encadré 2.2. Quelle est la différence entre un engagement et un versement?

Les engagements mesurent les intentions des donateurs et permettent de suivre l'affectation des ressources à tel ou tel usage et aux pays bénéficiaires. Ils fluctuent au gré de l'évolution des politiques d'aide et traduisent la suite donnée par les donateurs à leurs engagements politiques. Ils permettent donc d'avoir une idée des flux futurs.

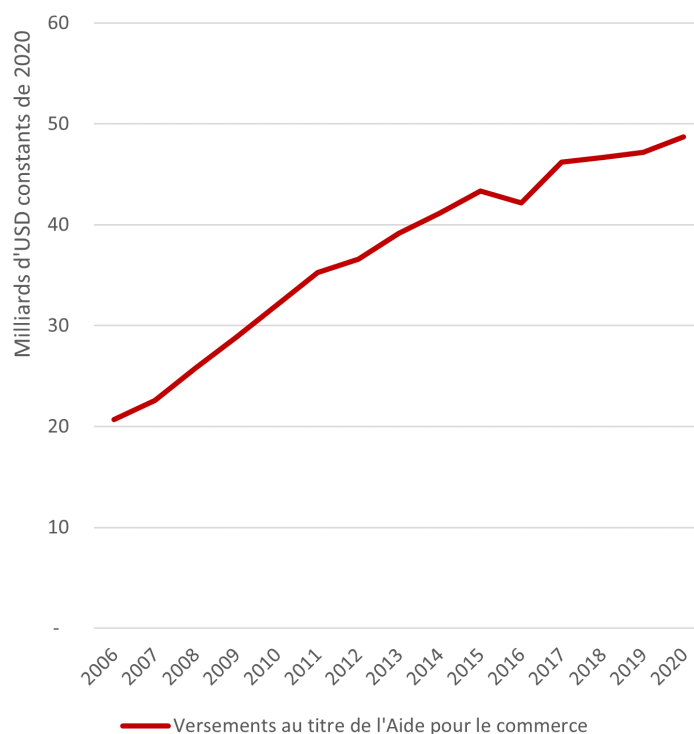
Les versements correspondent aux paiements effectifs chaque année. Ils montrent comment les donateurs ont concrétisé leur intentions et appliqué leurs politiques. C'est un élément nécessaire pour analyser la contribution des initiatives des donateurs aux réalisations en matière de développement. Ils permettent une description plus précise des flux d'aide du point de vue des bénéficiaires.

L'analyse des liens entre engagements et versements peut apporter un éclairage utile sur l'acheminement de l'aide. Les engagements sont souvent pluriannuels et les versements qui en découlent se répartissent sur plusieurs années. Dans les systèmes de statistique du CAD, les engagements, même pluriannuels, sont enregistrés en totalité pour l'année où ils sont conclus (l'utilisation de moyennes mobiles dans la présentation des statistiques lisse les fluctuations ainsi occasionnées).

Les versements consécutifs à un engagement initial sont enregistrés annuellement, sur l'année où ils sont transférés du donneur au destinataire. Si les montants d'aide augmentent par la suite, cela apparaîtra seulement avec quelques années de décalage dans les données relatives aux versements. Dès lors, les versements pour une année donnée ne peuvent être comparés directement aux engagements pour cette même année, car les versements peuvent se rapporter à des engagements antérieurs comptabilisés sur d'autres années.

Source: OCDE (2022^[27]), Les statistiques du financement du développement: Questions fréquentes, <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/questions-frequentes.htm>.

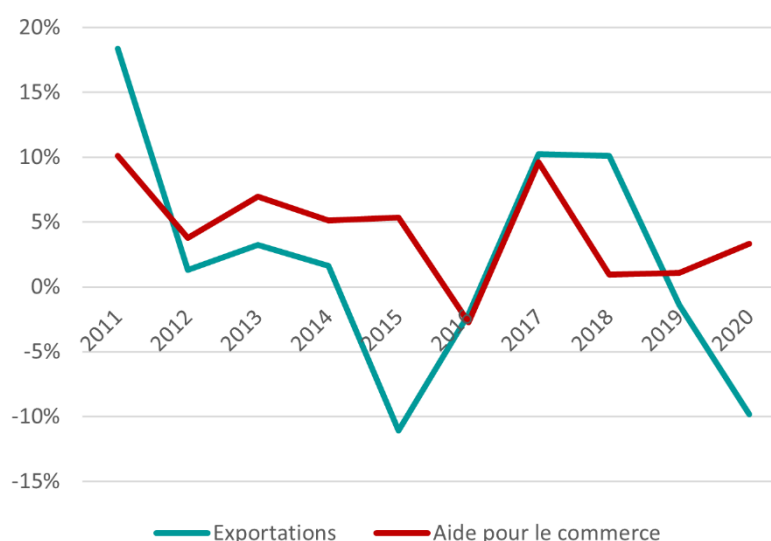
Figure 2.4. Évolution des versements au titre de l'Aide pour le commerce, 2006-2020



Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

En 2020, l'Aide pour le commerce a joué un rôle anticyclique, en apportant une source précieuse de financement aux pays en développement et en soutenant les échanges pendant une période de turbulences. La Figure 2.5 illustre ce rôle anticyclique en comparant la croissance des exportations mondiales avec la croissance de l'Aide pour le commerce depuis 2011. Les données indiquent que même avant la pandémie, les périodes de faible croissance des exportations ont souvent coïncidé avec une augmentation de l'Aide pour le commerce.

Figure 2.5. Évolution de la croissance des exportations totales et de l'augmentation des versements au titre de l'Aide pour le commerce, 2011-2020 (%)



Source: D'après les données du système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2022^[26]) et le portail WTO Stats, <https://stats.wto.org/>.

Comme les années précédentes, quelques grands donateurs ont contribué en 2020 à une grande partie du montant total des versements au titre de l'Aide pour le commerce. Les 10 principaux donateurs ont représenté ensemble 84% du montant total de ces flux. La liste des principaux contributeurs est restée assez stable ces dernières années, même si les versements de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) pour l'Aide pour le commerce ont sensiblement augmenté (Tableau 2.1). Les 10 premiers pays bénéficiaires ont représenté 32% du montant total des versements en 2020 (Tableau 2.2).

Tableau 2.1. Classement des 10 premiers donateurs au titre de l'Aide pour le commerce et des versements correspondants, 2018-2020

Millions d'USD, à prix constants de 2020

Donateur	2020		2019		2018	
	Rang	Versements	Rang	Versements	Rang	Versements
Japon	1	8 513	1	9 180	1	7 721
Banque mondiale	2	7 449	2	7 898	3	7 097
Institutions de l'UE	3	7 187	3	5 872	2	7 534
Allemagne	4	5 738	4	5 080	4	4 669
France	5	3 407	6	2 855	6	2 510
Royaume-Uni	6	2 073	5	2 858	5	2 599
Banque asiatique de développement	7	2 050	7	2 163	8	1 195
États-Unis	8	2 041	8	2 076	7	2 244
Banque centraméricaine d'intégration économique	9	1 427	-	-	-	-
Banque africaine de développement	10	840	9	1 227	9	1 061

Note: La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a rendu compte pour la première fois à la base de données du SNPC en 2020. On ne dispose pas de données sur l'Aide pour le commerce pour la BCIE pour les années précédentes.

Source: OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

Tableau 2.2. Classement des 10 premiers bénéficiaires de l'Aide pour le commerce et des versements correspondants, 2018-2020

Millions d'USD, à prix constants de 2020

Bénéficiaire	2020		2019		2018	
	Rang	Versements	Rang	Versements	Rang	Versements
Inde	1	2 748	1	3 868	1	3 569
Bangladesh	2	2 492	2	1 993	2	2 166
Égypte	3	1 795	3	1 752	3	1 949
Éthiopie	4	1 597	6	1 361	4	1 711
Kenya	5	1 308	5	1 488	8	942
Viet Nam	6	1 249	7	1 094	7	1 368
Pakistan	7	1 205	4	1 513	17	641
Maroc	8	1 098	15	704	10	772
Myanmar	9	1 033	9	859	13	695
Indonésie	10	850	13	727	5	1 465

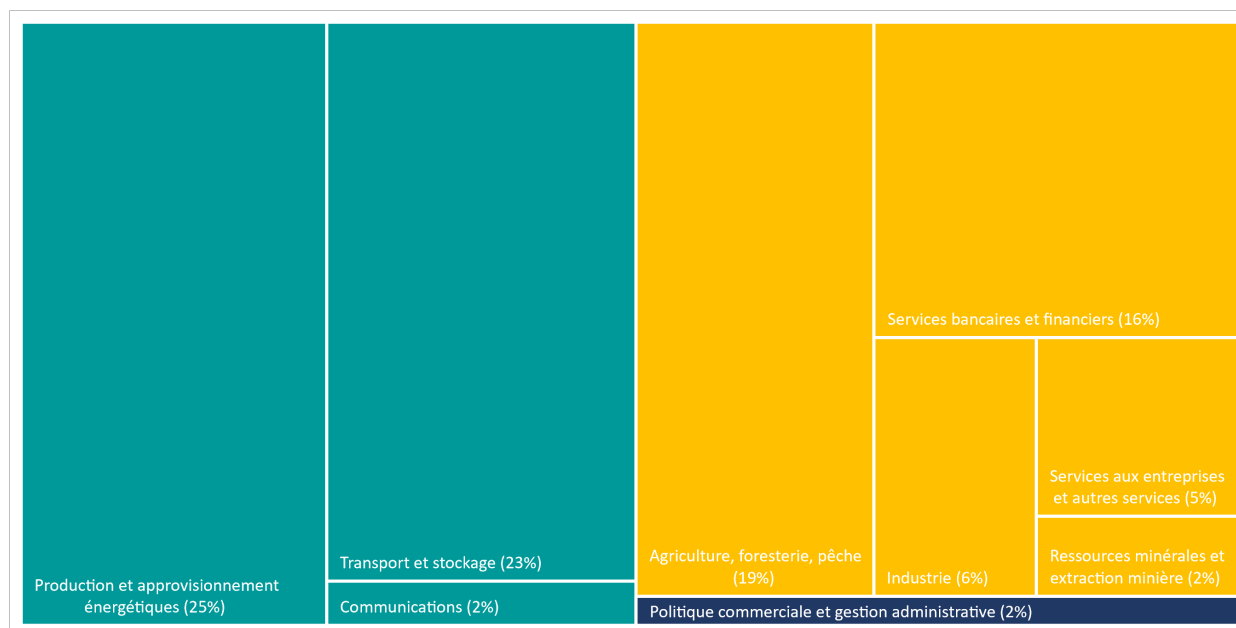
Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

Soutien de l'Aide pour le commerce à certaines activités et certains secteurs dans le contexte de la crise de la COVID-19

Les flux d'Aide pour le commerce consistent en une aide publique au développement axée sur les secteurs et activités particulièrement importants pour permettre la participation au commerce international. En 2005, le groupe de travail de l'Aide pour le commerce a défini cinq catégories pour cette aide: i) l'assistance technique en matière de politique et de réglementation commerciales (par exemple aider les pays à élaborer des stratégies commerciales et à négocier les accords commerciaux et à en appliquer les résultats); ii) l'infrastructure liée au commerce (par exemple la construction de routes, de ports et de réseaux de télécommunications afin de relier les marchés nationaux à l'économie mondiale); iii) le renforcement des capacités productives, y compris le développement du commerce (par exemple aider le secteur privé à exploiter ses avantages comparatifs et à diversifier ses exportations); iv) l'ajustement lié au commerce (par exemple aider les pays en développement à gérer des coûts liés à la libéralisation des échanges comme la réduction des droits de douane, l'érosion des préférences ou la dégradation des termes de l'échange); et v) les autres besoins liés au commerce que les pays partenaires auront inscrit dans leur stratégie de développement nationale comme priorité de développement liée au commerce.

Les statistiques de l'Aide pour le commerce pour chacune de ces catégories sont mesurées à l'aide de données indirectes dans la base de données du système de notification des pays créanciers de l'OCDE et ventilées par secteur. La Figure 2.6 donne une vue d'ensemble de la répartition des versements au titre de l'Aide pour le commerce par catégories et sous-catégories en 2020 (OCDE, 2022) (OECD, 2022^[28]). Les flux d'Aide pour le commerce concernant les différents secteurs et catégories ont subi la crise de la COVID-19, ce qui a modifié la répartition de l'aide entre les catégories.

Figure 2.6. Versements au titre de l'Aide pour le commerce par catégories et secteurs principaux, 2020 (%)



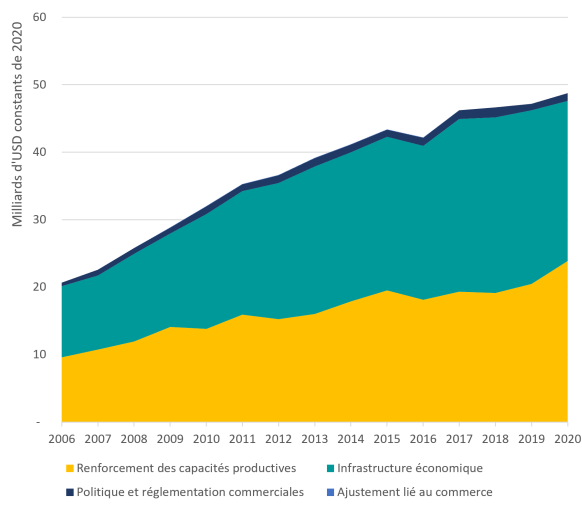
Note: Les secteurs qui représentent moins de 2% du total des versements au titre de l'Aide pour le commerce ne sont pas représentés dans la présente figure.

Source: D'après OCDE (2022[27]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

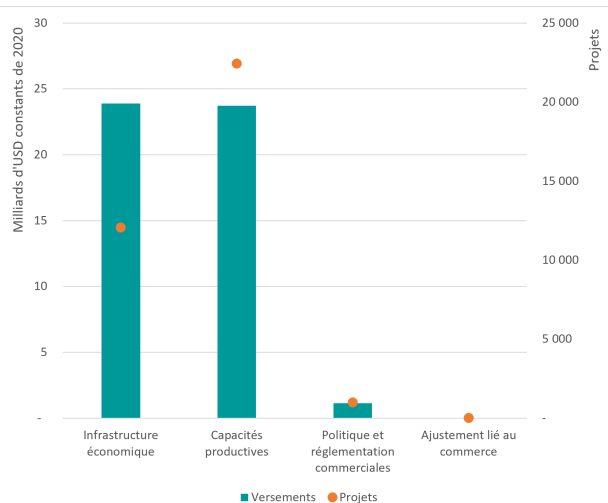
Le renforcement des capacités productives et l'infrastructure économique restent de loin les deux catégories qui prédominent, l'ensemble représentant 98% des versements au titre de l'Aide pour le commerce en 2020. Si leurs parts respectives sont restées assez stables dans la durée, l'aide au renforcement des capacités productives (23,9 milliards d'USD) a légèrement dépassé l'aide à l'infrastructure économique (23,7 milliards d'USD) en 2020 pour la première fois depuis 2009. Les grandes catégories de l'Aide pour le commerce ont suivi une tendance analogue pour ce qui est du nombre de projets, celui-ci augmentant légèrement pour le renforcement des capacités productives, et diminuant légèrement pour l'infrastructure économique. Les projets de renforcement des capacités productives sont toutefois beaucoup plus nombreux que les projets d'infrastructure économique, qui se caractérisent en général par des besoins capitalistiques importants (Figure 2.7).

Figure 2.7. Versements au titre de l'Aide pour le commerce et projets connexes, par grandes catégories

Évolution des versements au titre de l'Aide pour le commerce



Nombre de projets d'Aide pour le commerce par catégorie, 2006-2020

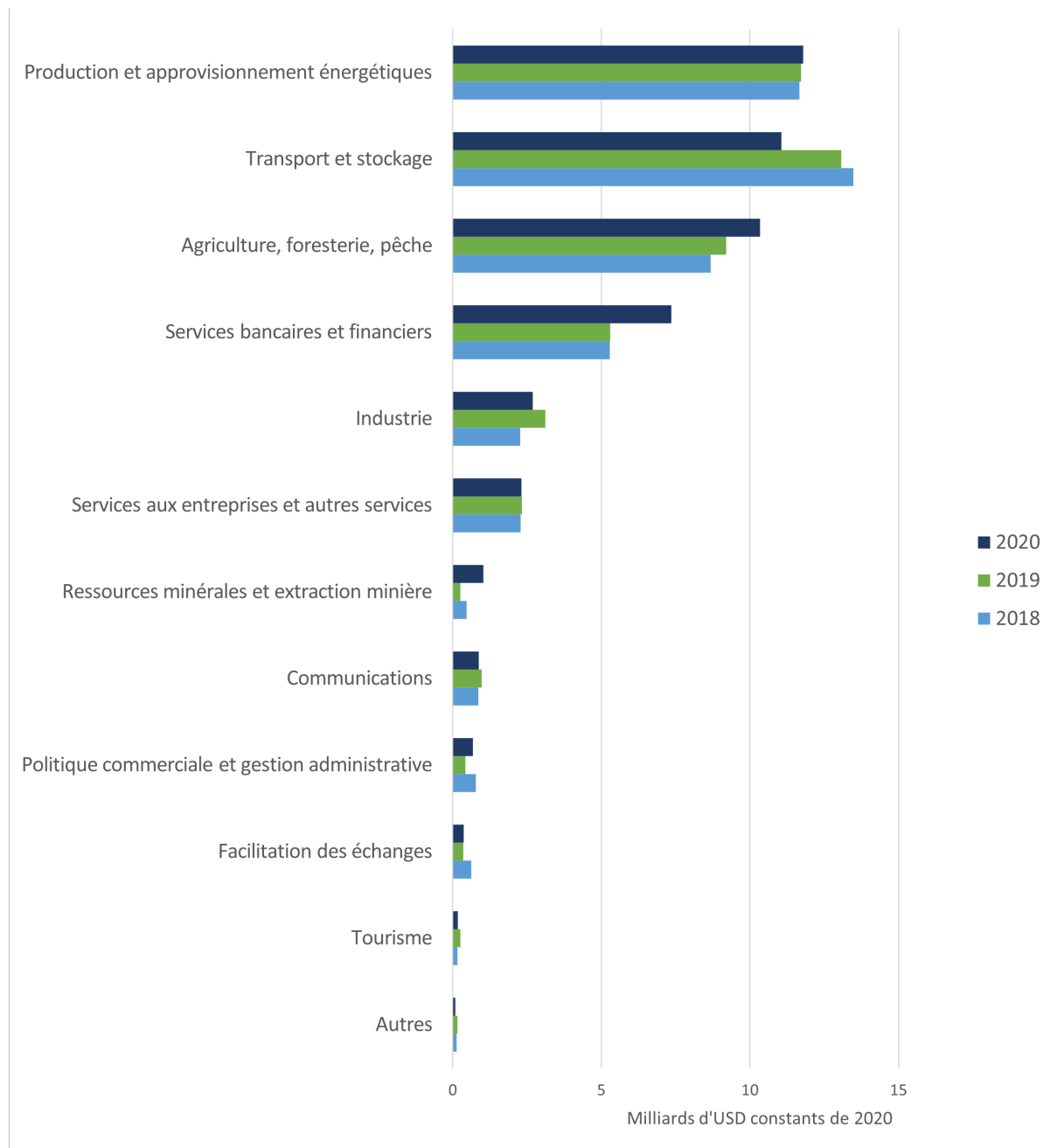


Note: L'ajustement lié au commerce n'apparaît pas dans le graphique en raison du faible montant des versements.

Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

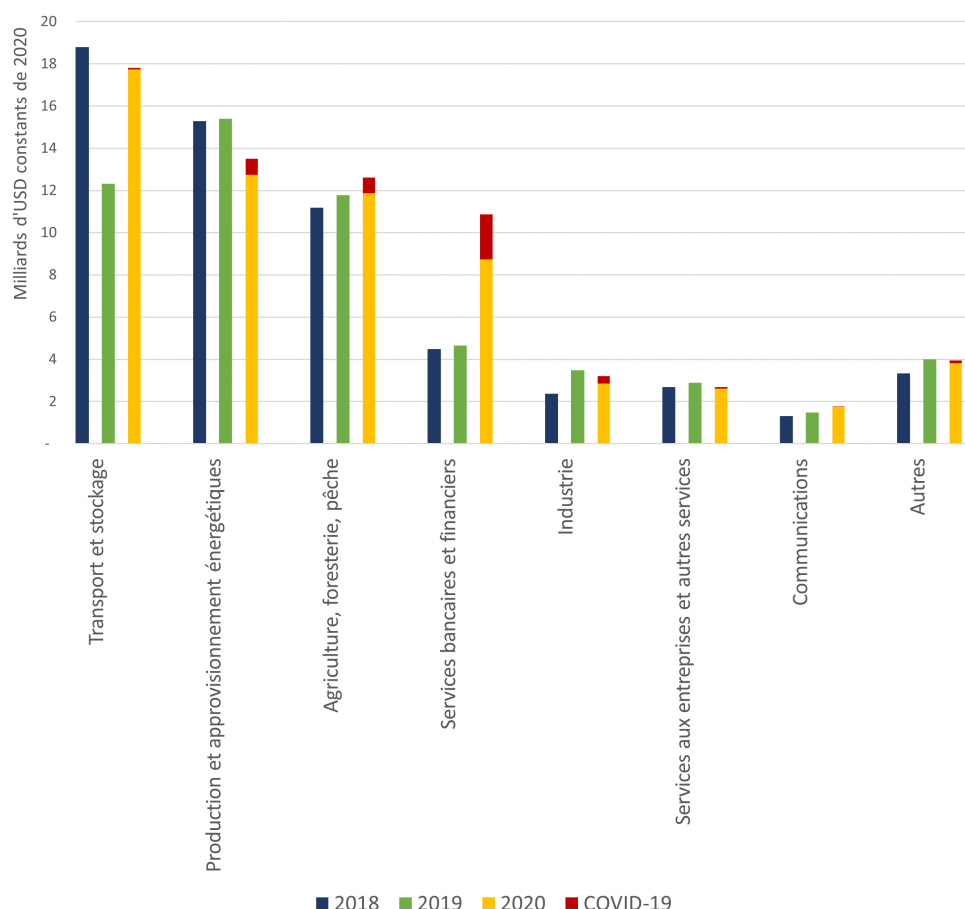
Cette évolution s'explique en grande partie par les changements suivants au niveau des sous-catégories: augmentation de 39% des versements au titre de l'Aide pour le commerce pour les services bancaires et financiers; augmentation de 13% des versements pour l'agriculture; et diminution de 15% des versements pour le transport et le stockage. Ces changements ont aussi modifié le classement des secteurs recevant la part la plus élevée des versements au titre de l'Aide pour le commerce. En 2020, les versements pour la production et l'approvisionnement énergétiques ont dépassé l'aide au transport et au stockage, secteur qui avait reçu la plus forte part des versements jusqu'alors (Figure 2.8). Les secteurs où les versements au titre de l'Aide pour le commerce ont fortement augmenté et les secteurs qui ont fait l'objet d'engagements liés à la COVID-19 se recoupent en partie (Figure 2.9).

Figure 2.8. Versements par secteur, 2018-2020



Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

Figure 2.9. L'appui à des activités liées à la COVID-19 a fait augmenter les engagements d'Aide pour le commerce dans plusieurs secteurs



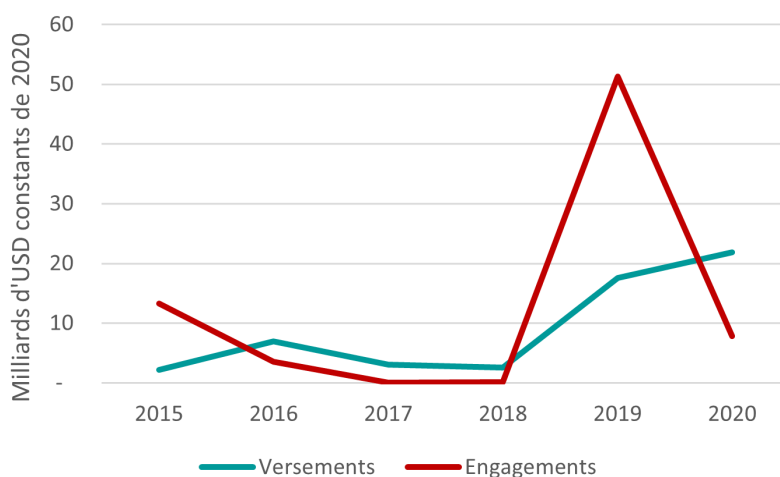
Note: La rubrique "autres" recouvre la politique commerciale et la gestion administrative, la facilitation des échanges, les ressources minérales et l'extraction minière, les accords commerciaux régionaux, les négociations commerciales multilatérales, l'ajustement lié au commerce, l'éducation/la formation dans le domaine du commerce et le tourisme.

Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

Les changements intervenus dans la répartition sectorielle de l'Aide pour le commerce peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs, parmi lesquels des difficultés pratiques d'exécution des projets. Les activités qui demandaient la présence physique de personnes et des voyages internationaux, à titre d'exemple, ont souvent été arrêtées ou reportées, ce qui a pu avoir une incidence sur la capacité de verser les fonds qui avaient fait l'objet d'engagements. La pandémie a aussi modifié les priorités à court et à long terme des donateurs et des partenaires de développement, du fait de la nécessité de réagir rapidement à la crise tout en anticipant les difficultés de la reprise. Des facteurs sectoriels comme la nature et les délais des projets financés peuvent aussi expliquer l'évolution des flux d'Aide pour le commerce pendant la crise. Ainsi, les délais de versement sont souvent plus longs dans les secteurs qui nécessitent des investissements importants pendant une longue durée. Le fait que les versements augmentent ou diminuent à un moment donné peut donc être lié à des engagements pris plusieurs années auparavant, indépendamment de la pandémie.

Ces facteurs ont joué différemment tout au long de la crise pour les différents secteurs. Ainsi, les versements destinés à la production pharmaceutique ont été multipliés par 22, passant de moins de 1 million d'USD en 2018 à plus de 21 millions d'USD en 2020 (Figure 2.10). Les exportations mondiales de produits pharmaceutiques ont aussi augmenté pendant cette période, de 5% en 2019, et de 10% en 2020. Le caractère procyclique de l'aide s'explique peut-être par la priorité accordée à un secteur qui a été décisif dans la réponse à la COVID-19.

Figure 2.10. Versements et engagements pour le secteur pharmaceutique au titre de l'Aide pour le commerce

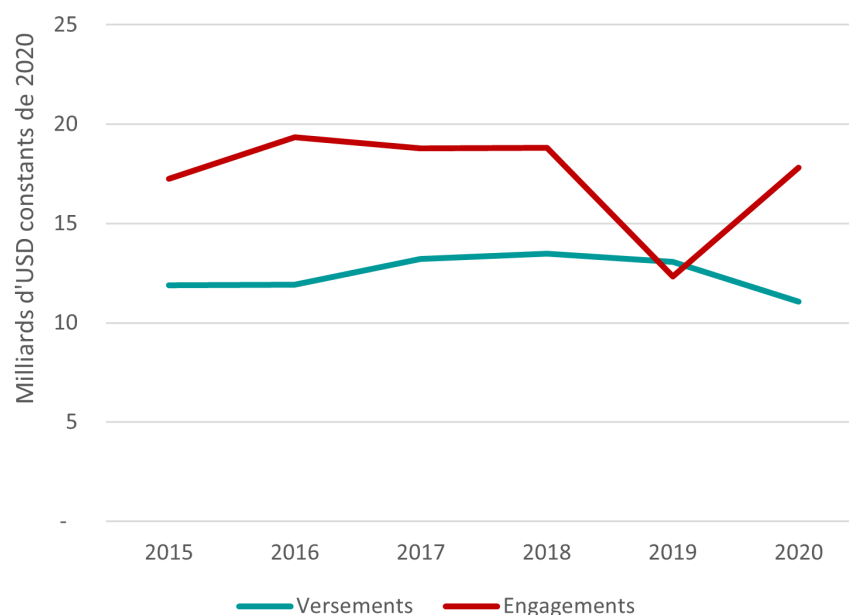


Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

L'aide aux transports a connu une évolution différente pendant la crise. À la différence des produits pharmaceutiques, ce secteur compte parmi ceux que la pandémie a fortement touchés, les exportations mondiales y enregistrant une chute de 18% en 2019-2020.⁵ Les versements au secteur ont aussi diminué de 15% sur la même période (Figure 2.11). Les engagements, en revanche, ont bondi de 44% entre 2019 et 2020. Une analyse plus fine de l'évolution de la catégorie du transport et du stockage indique que la diminution des versements s'explique en grande partie par une diminution de l'aide au transport routier et ferroviaire, tandis que l'aide au transport aérien – l'un des secteurs les plus durement touchés – a plus que doublé entre 2019 et 2020. Les engagements en faveur du transport aérien ont été multipliés par un coefficient de 2,6.

En analysant les projets, on constate que bon nombre des projets routiers et ferroviaires touchés par la diminution des versements avaient débuté avant la COVID-19. Cette diminution peut s'expliquer par des difficultés de mise en œuvre (pendant la période du confinement et de la distanciation physique) ou être liée au cours normal de l'exécution de ces projets, qui sont pluriannuels. L'augmentation sensible des engagements en faveur du transport et du stockage entre 2019 et 2020 donne peut-être une meilleure indication des priorités des donateurs. Il ressort d'une première analyse au niveau des projets que l'augmentation des engagements d'Aide pour le commerce concernant les transports routiers, ferroviaires et aériens (et, par extension, la catégorie du transport et du stockage en général), résulte en grande partie de nouveaux engagements en faveur d'un nombre restreint de grands projets d'infrastructure.

Figure 2.11. Versements et engagements au titre de l'Aide pour le commerce concernant le transport et le stockage

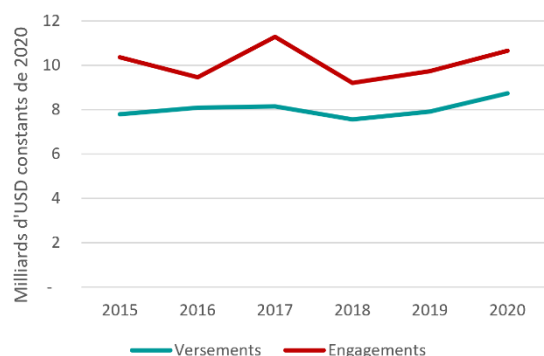


Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

L'agriculture offre un autre exemple intéressant des conséquences de la pandémie pour les projets de l'Aide pour le commerce et des ajustements qui ont dû être opérés. La pandémie de COVID-19 a exercé un choc sans précédent sur les chaînes d'approvisionnement alimentaires, provoquant des goulots d'étranglement aux niveaux de la main-d'œuvre, de la transformation, du transport et de la logistique, et suscitant de profonds changements du côté de la demande. La plupart de ces dérèglements ont résulté des politiques adoptées pour contenir la propagation du virus. Les chaînes d'approvisionnement alimentaires ont cependant fait preuve d'une résilience remarquable face à ces chocs, y compris dans nombre de pays en développement (OCDE, 2020) (OECD, 2020^[29]). La croissance des exportations a été positive en 2020 mais dans de faibles proportions (1%). Outre son importance dans les pays en développement, l'agriculture est indispensable à la sécurité alimentaire, comme l'a rappelé la guerre en Ukraine. Le soutien à l'agriculture au titre de l'Aide pour le commerce, s'agissant aussi bien des engagements que des versements, a continué d'augmenter, depuis 2018 et tout au long de la pandémie, ce qui a atténué certains des effets de la crise. Si on compare les taux de croissance annuels des versements au titre de l'Aide pour le commerce pour l'agriculture et les taux de croissance annuels des exportations agricoles depuis 2007, on constate que l'Aide pour le commerce demeure réactive aux problèmes sectoriels (Figure 2.12).

Figure 2.12. Soutien à l'agriculture au titre de l'Aide pour le commerce

Versements et engagements, 2015-2020



Croissances des versements par rapport aux exportations, 2006-2020



Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

2.2.2. Le rôle de l'Aide pour le commerce dans le renforcement de la résilience

Après que la pandémie de COVID-19 soit apparue, diverses analyses ont relevé l'importance de la diversification comme source de résilience dans la chaîne d'approvisionnement et l'économie. L'OCDE a montré dans ses travaux que le degré de concentration des fournisseurs et des produits peut amplifier ou atténuer les chocs internationaux (OCDE, 2021) (OECD, 2021^[10]). En 2022, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans ses *Perspectives de l'économie mondiale*, que si le commerce et les chaînes de valeur mondiales ont globalement fait preuve de résilience pendant la crise, la résilience pourrait être renforcée en accroissant la diversification et en améliorant la substituabilité des sources d'intrants (FMI, 2022) (IMF, 2022^[3]).

Ces constatations montrent que l'Aide pour le commerce peut être décisive pour renforcer la résilience en prévision des chocs futurs. Dans l'édition précédente du *Panorama de l'Aide pour le commerce*, on s'est intéressé à la diversification économique et à l'autonomisation, en soulignant le fait que la diversification économique est une priorité essentielle de l'Aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2019) (OECD/WTO, 2019^[30]). D'après les auteurs d'une récente étude empirique sur les effets de l'Aide pour le commerce sur la diversification des exportations, qui portait sur les exportations subsahariennes, l'Aide favoriserait la diversification des exportations tant au niveau de la marge intensive que de la marge extensive.⁶ Il est ressorti de cette étude que l'Aide pour le commerce aurait contribué à la diversification des exportations en Afrique subsaharienne, et qu'augmenter les ressources de l'Aide pourrait être efficace pour promouvoir un plus grande diversification des exportations, et stimuler la croissance économique en diminuant les coûts du commerce et en augmentant la diversification (Nathoo *et al.*, 2021^[31]).

Les progrès accomplis par les différents pays en matière de diversification économique depuis le début de l'initiative d'Aide pour le commerce sont retracés dans les profils de pays que l'on trouvera dans le présent rapport. Les données montrent que dans un pays comme le Cambodge, qui cite la diversification parmi ses grandes priorités dans ses réponses au questionnaire de suivi et d'évaluation de 2022, le nombre de produits exportés est passé de 237 en 2005-2006 à 453 en 2019-2020. Le nombre de produits importés est passé de 758 à 999 sur la même période. Des progrès ont aussi été faits sur le plan de la diversification des marchés, le nombre de marchés d'exportation passant de 101 à 132 et celui des marchés d'importation de 86 à 116 entre 2005-2006 et 2019-2020.

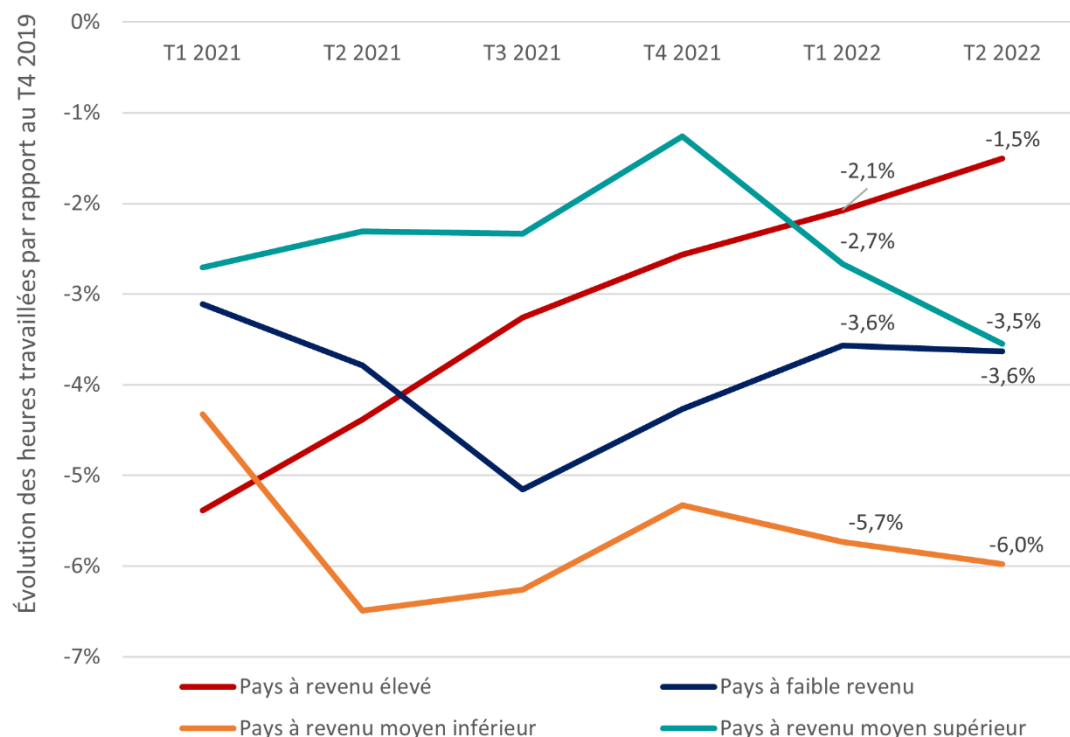
Le lien entre l'Aide pour le commerce et la diversification a aussi des conséquences pour l'investissement. D'après diverses études empiriques, l'Aide pour le commerce aurait des effets favorables sur les apports d'IED. Ainsi, une étude de 2018 réalisée à partir d'un groupe de 128 pays en développement pour la période allant de 2002 à 2015 a conclu que par rapport à l'APD, pour laquelle on n'observe aucune corrélation notable avec un accroissement de l'IED, les retombées de l'Aide pour le commerce pour l'IED étaient positives et statistiquement significatives. Les retombées étaient souvent plus nettes au bout de six ans, d'où l'importance d'un soutien durable (Lee, 2018^[32]). Une autre étude récente a établi que les flux d'Aide pour le commerce exercent un effet positif plus important sur les apports d'IED dans les pays dont les produits d'exportation sont plus concentrés. Il apparaît ainsi que l'Aide pour le commerce pourrait contribuer à augmenter aussi bien le niveau que la diversification des flux d'IDE – deux priorités essentielles pour renforcer la résilience et la croissance économique des pays en développement (Gnangnon, 2021^[33]).

2.3. L'Aide pour le commerce est indispensable à une croissance plus inclusive

Pour traiter les conséquences d'une crise dont les effets sur les pays et les populations ont été contrastés, une aide appropriée doit être apportée à ceux qui en ont le plus besoin. La pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités de revenu au niveau mondial, tant entre les pays que dans les pays eux-mêmes, ramenant les progrès de la convergence 10 ans en arrière, ou davantage. Les conséquences ont été particulièrement graves pour les groupes vulnérables, notamment pour les femmes, les travailleurs à faible revenu et les jeunes. Des divergences majeures quant aux revenus de l'emploi et du travail, constatées d'après le nombre d'heures travaillées, persistent, et sont plus marquées dans les pays en développement (Figure 2.13) (OIT, 2022) (ILO, 2022^[34]). La pandémie a aussi enrayé les progrès de l'intégration des pays en développement, en particulier des PMA, dans le système commercial mondial, ce qui les a privés de possibilités de croissance et de développement économique. La guerre en Ukraine a encore avivé ces problèmes et crée de nouvelles menaces pour la sécurité alimentaire, étant donné le dérèglement de chaînes d'approvisionnement majeures, et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

Le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la période 2022-2031, adopté en mars 2022, souligne qu'il importe d'assurer un appui suffisant aux PMA dans le cadre de l'Aide pour le commerce. Il prévoit entre autres un engagement et un objectif consistant à augmenter sensiblement l'Aide pour le commerce en faveur des PMA, qui devrait doubler d'ici à 2031 par rapport à son niveau de 2018 (ONU, 2022) (UN, 2022^[35]). Pour que l'objectif consistant à ne laisser personne de côté soit respecté dans le contexte du relèvement, il faudra aussi remédier à certains points de vulnérabilité et assurer l'appui qui s'impose aux pays et aux populations dont les difficultés et les besoins sont les plus grands.

Figure 2.13. Évolution des heures travaillées par rapport au quatrième trimestre de 2019, par groupe de revenu des pays (%)

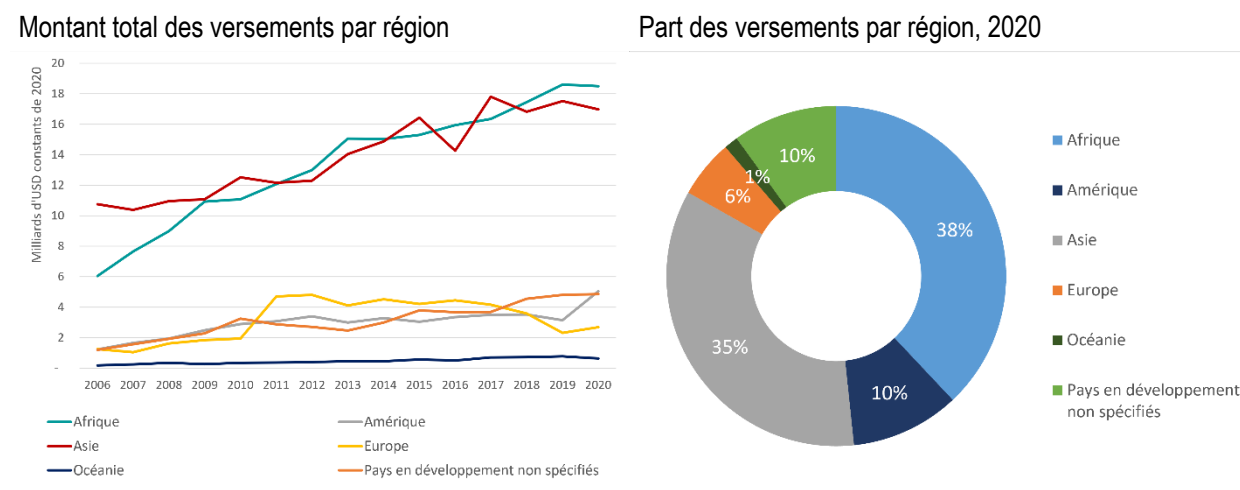


Source: OIT (2022^[34]), Observatoire de l'OIT sur le monde du travail, 9^{ème} édition.

2.3.1. Répartition géographique de l'Aide pour le commerce

En 2020, l'Asie et l'Afrique ont représenté à elles deux 73% des versements au titre de l'Aide pour le commerce, cette part étant restée assez stable depuis 2013. Au total, 38% des versements sont allés à l'Afrique, suivie de l'Asie (35%), de l'Amérique (10%), de l'Europe (6%) et de l'Océanie (1%). Ces parts sont presque identiques à celles des engagements d'Aide pour le commerce concernant ces régions (38% pour l'Afrique, suivie de 36% pour l'Asie, 10% pour l'Amérique, 6% pour l'Europe et 1% pour l'Océanie). À partir de 2018, les versements attribués à l'Afrique au titre de l'Aide pour le commerce ont dépassé les versements destinés à l'Asie. L'Amérique a enregistré la plus forte croissance, passant de 3,1 à 5 milliards d'USD (+61%). Des différences importantes existent quant au type des projets d'Aide pour le commerce réalisés dans les différentes régions. Ainsi, la plus grande partie (54%) des versements en faveur de l'Afrique sont axés sur le renforcement des capacités productives, tandis qu'en Asie, c'est le soutien à l'infrastructure économique qui prédomine (63% des versements).

Figure 2.14. Versements au titre de l'Aide pour le commerce, par région, 2006-2020



Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

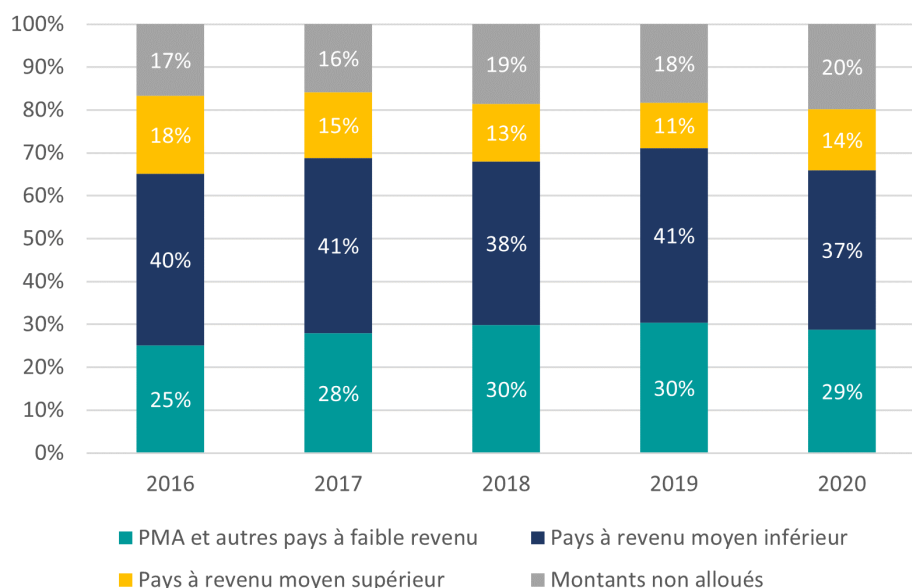
Cette évolution vient rappeler l'importance que revêt l'intégration des pays africains dans le commerce international. En 2020, c'est dans ces pays qu'ont chuté le plus fortement, en moyenne, aussi bien le commerce des marchandises (-17% de la valeur des exportations) que le commerce des services (-33%). Dans l'ensemble, l'Afrique n'a représenté que 2% des exportations mondiales en 2020. La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) en 2019, et son entrée en vigueur en 2021, ont constitué un progrès significatif à cet égard. Regroupant 54 pays de l'Union africaine (UA) et 8 communautés économiques régionales, la ZLECA constitue le plus vaste accord de libre-échange (ALE) au monde actuellement. En éliminant les obstacles au commerce, la ZLECA vise à stimuler la production de services à valeur ajoutée, à contribuer à la mise en place de chaînes de valeur régionales et à permettre l'investissement et la création d'emplois (ZLECA, 2022) (AfCFTA, 2022^[36]). L'Aide pour le commerce pourrait jouer un rôle important en soutenant la réalisation de la ZLECA et en aidant les pays africains à prendre part au commerce et à en tirer parti.

Les versements au titre de l'Aide pour le commerce pour des projets régionaux et mondiaux ont augmenté régulièrement depuis 2006, pour atteindre 9,6 milliards d'USD en 2020, soit près de 20% du montant total des versements. Il y a eu 12% d'augmentation par rapport à 2019. La moitié des projets environ ne concernent pas un région en particulier, et la plus grande partie du reste va à l'Afrique (34% en 2020), suivie de l'Asie (6%), de l'Europe (3%) et de l'Océanie (1%). Près de 74% des projets mondiaux et régionaux sont centrés sur le renforcement des capacités de production; 22% concernent l'infrastructure économique, et 5% la politique et la réglementation commerciales.

2.3.2. La répartition de l'Aide pour le commerce selon le niveau de revenu des pays et le niveau de concessionnalité

L'Aide pour le commerce est une source importante de financement pour les pays à revenu faible et moyen. En 2020, 66% des flux d'aide sont allés aux pays les moins avancés (PMA), aux autres pays à faible revenu et aux pays à revenu moyen inférieur. Les PMA et les autres pays à faible revenu ont représenté à eux seuls 29% du total des versements au titre de l'Aide pour le commerce (soit 14 milliards d'USD). Cette part est cependant légèrement inférieure à celle de 2019 (30%). Les pays à revenu moyen inférieur ont aussi cédé 4 points de pourcentage pour cette année, où la part des versements des pays à revenu moyen supérieur a augmenté de 3 points de pourcentage (Figure 2.15).

Figure 2.15. Part des versements au titre de l'Aide pour le commerce par groupe de revenu

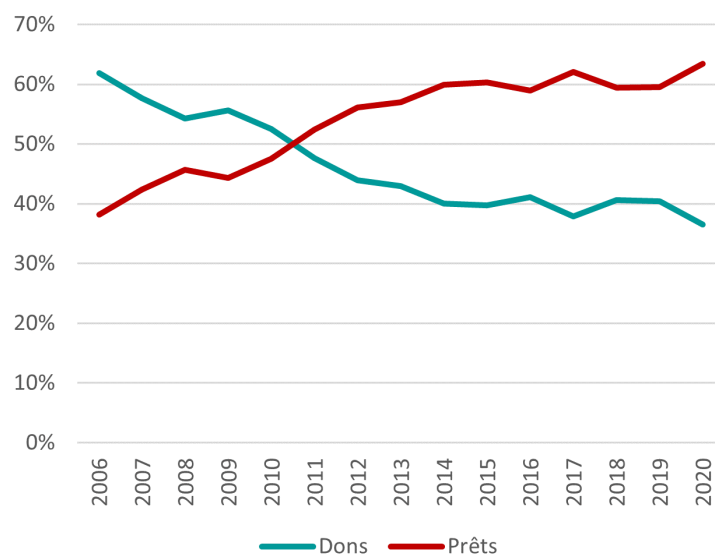


Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

En outre, l'Aide pour le commerce devient de moins en moins concessionnelle – tendance qui s'est accentuée depuis la période initiale de l'initiative (Figure 2.16). Depuis 2011, la part des versements au titre de l'Aide pour le commerce sous forme de prêts concessionnels dépasse celle des versements sous forme de dons. Cette tendance s'est poursuivie et amplifiée en 2020, où aussi bien le volume des dons que leur part dans le total des versements au titre de l'Aide pour le commerce ont diminué. Les prêts ont connu pour la même année une tendance inverse. En 2020, les dons ont représenté 37% du montant total des versements, contre 63% pour les prêts. Cette tendance, dans une certaine mesure, a concerné l'ensemble de l'APD, qui est devenue moins concessionnelle en 2020 (la part des dons dans l'APD diminuant de sept points de pourcentage). Toutefois, la diminution a été nettement plus marquée et soutenue au cours des dernières années pour l'Aide pour le commerce que pour les autres flux d'APD. En 2020, les dons ont encore représenté 68% du montant total des versements au titre de l'APD.

Le niveau et l'évolution de la concessionnalité varient selon les groupes de revenu. Les dons représentent encore 45% des versements en faveur des PMA et des pays à faible revenu, contre 19% pour les pays à revenu moyen inférieur et 24% pour les pays à revenu moyen supérieur. Au cours des cinq dernières années, toutefois, c'est pour les PMA que la diminution a été la plus forte (-12 points de pourcentage), suivis des pays à revenu moyen inférieur (-7 points de pourcentage), tandis qu'elle est restée stable pour les pays à revenu moyen supérieur. La perte de la concessionnalité au titre de l'Aide pour le commerce est une tendance inquiétante qui crée des difficultés particulièrement importantes s'agissant d'assurer un soutien approprié aux pays qui en ont le plus besoin. La crise de la COVID-19 a amplifié les problèmes de soutenabilité de la dette, et abouti à la plus forte augmentation de la dette sur un an depuis la Deuxième Guerre mondiale. En 2022, 58% des pays les plus pauvres du monde se trouveront en situation de surendettement ou exposés à un risque élevé de surendettement, tandis que ce risque se propage aussi aux pays à revenu intermédiaire (Estevao et Essl, 2022) (Estevao and Essl, 2022^[37]).

Figure 2.16. Évolution des versements au titre de l'Aide pour le commerce, par type (en % du total), 2006-2020



Source: D'après OCDE (2022^[26]), OECD.Stat, système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/>.

Références

- ZLECA (2022), *About AfCFTA*, <https://au-afcfta.org/about/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [36]
- Bankova, D., P. Dutta et M. Ovaska (2022), *The war in Ukraine is fuelling a global food crisis*, <https://graphics.reuters.com/UKRAINE-CRISIS/FOOD/zjvqkgomjvx/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [19]
- CGDEV (2022), *Price Spike Caused by Ukraine War Will Push Over 40 Million into Poverty: How Should We Respond?*, <https://www.cgdev.org/blog/price-spike-caused-ukraine-war-will-push-over-40-million-poverty-how-should-we-respond> (date de consultation: 18 juillet 2022). [7]
- Estevao, S. et S. Essl (2022), *When the debt crises hit, don't simply blame the pandemic*, blog de la Banque mondiale, <https://blogs.worldbank.org/voices/when-debt-crises-hit-dont-simply-blame-pandemic> (date de consultation: 18 juillet 2022). [37]
- Gerszon Mahler, D. et al. (2021), *Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021?*, <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021> (date de consultation: 18 juillet 2022). [6]
- Gnangnon, S. (2021), *Aid for Trade, export product diversification, and foreign direct investment*, Review of Development Economics, <https://doi.org/10.1111/rode.12845>. [33]
- Gourinchas, P. (2022), *War Dims Global Economic Outlook as Inflation Accelerates*, blog du FMI, <https://blogs.imf.org/2022/04/19/war-dims-global-economic-outlook-as-inflation-accelerates/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [9]
- OIT (2022), *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail*, 9^{ème} édition, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_845642.pdf. [34]
- FMI (2022), *Perspectives de l'économie mondiale: La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale*, avril 2022, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022>. [3]
- Institut de finance internationale (2022), *Capital Flows Report May 2022: Rising Global Recession Risks*, Institut de finance internationale, <https://www.iif.com/Research/Capital-Flows-and-Debt/Capital-Flows-to-Emerging-Markets-Report> (date de consultation: 18 juillet 2022). [18]
- Lee, S. (2018), *An empirical analysis of the effects of aid for trade on foreign direct*, Université nationale de Séoul - Institut de hautes études internationales, <http://s-space.snu.ac.kr/bitstream/10371/141690/1/000000150680.pdf>. [32]
- Nathoo, R. et al. (2021), "Does aid for trade diversify sub-Saharan Africa's exports at the intensive and extensive margins?", *Applied Economics*, vol. 53/55, pages 6412 à 6425, <https://doi.org/10.1080/00036846.2021.1940084>. [31]
- OCDE (2022), *Questions statistiques concernant l'aide pour le commerce*, <https://www.oecd.org/fr/cad/apc/questionsstatistiquesconcernantlaidepourlecommerce.htm> (date de consultation: 18 juillet 2022). [28]

- OCDE (2022), *Le soutien apporté aux pays en développement lors de la crise du COVID-19 a tiré l'aide extérieure vers le haut en 2021* - OCDE, <https://www.oecd.org/fr/presse/le-soutien-apporte-aux-pays-en-developpement-lors-de-la-crise-du-covid-19-a-tire-l-aide-exterieure-vers-le-haut-en-2021-oecd.htm> (date de consultation: 18 juillet 2022). [24]
- OCDE (2022), *Questions fréquentes: l'aide publique au développement (APD)*, <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/questions-frequentes.htm> (date de consultation: 18 juillet 2022). [27]
- OCDE (2022), "Éditorial: Le prix de la guerre", *Perspectives économiques de l'OCDE*, Vol. 2022/1, https://doi.org/10.1787/16843436_. [1]
- OCDE (2022), *FDI in Figures April 2022*, <https://www.oecd.org/investment/investment-policy/FDI-in-Figures-April-2022.pdf>. [17]
- OCDE (2022), "Global supply chains at work: A tale of three products to fight COVID-19", *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/global-supply-chains-at-work-a-tale-of-three-products-to-fight-covid-19-07647bc5/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [13]
- OCDE (2022), *OECD.Stat*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?ThemeTreeId=3> (date de consultation: 18 juillet 2022). [26]
- OCDE (2021), *COVID-19 spending helped to lift foreign aid to an all-time high in 2020 - detailed note*, <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2020-detailed-summary.pdf>. [22]
- OCDE (2021), *FDI in Figures*, <https://www.oecd.org/investment/FDI-in-Figures-April-2021.pdf>. [15]
- OCDE (2021), *Global value chains: Efficiency and risks in the context of COVID-19*, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/global-value-chains-efficiency-and-risks-in-the-context-of-covid-19-67c75fdc/#section-d1e241>. [10]
- OCDE (2021), *Global value chains: Efficiency and risks in the context of COVID-19*, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/global-value-chains-efficiency-and-risks-in-the-context-of-covid-19-67c75fdc/>. [38]
- OCDE (2021), *Investment and sustainable development: between risk of collapse and opportunity to build back better*, <https://www.oecd.org/investment/Between-risk-of-collapse-and-opportunity-to-build-back-better.pdf>. [20]
- OCDE (2021), *Keys to resilient supply chains: Policy tools for preparedness and responsiveness*, OCDE, <https://www.oecd.org/trade/resilient-supply-chains/#:~:text=The%20objective%20of%20the%20Four.and%20relevant%20tools%20and%20publications> (date de consultation: 18 juillet 2022). [12]
- OCDE (2021), *Niveaux d'APD en 2021 - Données préliminaires*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/APD-2021-donnees-preliminaires.pdf>. [23]
- OCDE (2021), *Perspectives mondiales de l'OCDE, mai 2021: Une reprise hors du commun - Piloter la transition*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/perspectives-economiques/mai-2021/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [14]

- OCDE (2020), "COVID-19 and global value chains: Policy options to build more resilient production networks", *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-and-global-value-chains-policy-options-to-build-more-resilient-production-networks-04934ef4/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [11]
- OCDE (2020), *Pandémie mondiale de COVID-19 - Déclaration commune du Comité d'aide au développement de l'OCDE*, <https://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>. [21]
- OCDE (2020), "Food Supply Chains and COVID-19: Impacts and Policy Lessons", *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/food-supply-chains-and-covid-19-impacts-and-policy-lessons-71b57aea/> (date de consultation: 18 juillet 2022). [29]
- OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest in People and Planet*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>. [4]
- OCDE/OMC (2019), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2019: Diversification et autonomisation économiques*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/23045760>. [30]
- ONU (2022), *Projet de Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés*, Bibliothèque numérique de l'ONU, <https://digitallibrary.un.org/record/3959499?ln=en#record-files-collapse-header>. [35]
- CNUCED (2022), *World Investment Report 2022*, <https://unctad.org/topic/investment/world-investment-report> (date de consultation: 18 juillet 2022). [16]
- Banque mondiale (2022), "La croissance mondiale ralentira jusqu'en 2023, amplifiant le risque d'un "atterrissage brutal" dans les économies en développement", *communiqué de presse*, <https://www.banquemonnaie.org/fr/news/press-release/2022/01/11/global-recovery-economics-debt-commodity-inequality> (date de consultation: 18 juillet 2022). [8]
- Banque mondiale (2022), *Indicateurs du développement dans le monde*, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>. [2]
- Banque mondiale (2020), "La pandémie de COVID-19 risque d'entraîner 150 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici à 2021", *communiqué de presse*, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021> (date de consultation: 18 juillet 2022). [5]
- OMC (2022), *Examen global de l'Aide pour le commerce, 2022*. [25]

Notes

¹ D'après la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international, mise à jour d'avril 2022.

² D'après des données de l'Organisation mondiale du commerce extraites de WTO Stats (mise à jour du 24 mai 2022).

³ Les données sont exprimées en équivalents-dons. À l'exception des chiffres clefs indiqués pour 2020 et 2021, les données relatives à l'Aide pour le commerce et à l'APD sont présentées tout au long du rapport sur la base des flux.

⁴ Les activités liées à la COVID-19 correspondent aux activités liées à la COVID-19 que les donateurs ont déclarées comme APD.

⁵ D'après des données de l'Organisation mondiale du commerce extraites de WTO Stats.

⁶ La marge extensive renvoie à la variété des produits exportés. La marge intensive renvoie à la valeur moyenne des exportations par type de produit.